Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Non-a-toute-constitution

Non à toute constitution européenne

- Union Européenne - Référendum de 2005 - Autres appels contre la constitution européenne -

Date de mise en ligne : jeudi 24 février 2005

Description :

Début février 2005, des communistes de toute la France, membres ou non d'associations comme la nôtre, lancent la campagne pour le Non à toute constitution européenne en publiant un journal de quatre pages format A3

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Nous sommes des milliers Ã vouloir dÃ©battre, agir, rassembler

->Nous avons dÃ©cidÃ©, ensemble, de faire entendre un point de vue de classe pour ouvrir une perspective rÃ©volutionnaire. Certains sont signataires d'appels lancÃ©s aux quatre coins du pays depuis 1997, "Nous assumons nos responsabilitÃ©s, Appel des 41, Appel des 700"..., membres d'associations : "Rouges Vifs, Communistes de l'Appel des 41, Collectif Communiste polex"... D'autres sont aujourd'hui isolÃ©s. Tous souhaitent prendre une part active Ã la lutte contre le projet de rÃ©gression gÃ©nÃ©ralisÃ©e que reprÃ©sente la constitution europÃ©enne.

->Nous partons d'un mÃªme constat :

Aujourd'hui des milliers de communistes, de femmes et d'hommes qui aspirent Ã changer la sociÃ©tÃ©, qui luttent pour une organisation du monde fondÃ©e sur la souverainetÃ© des peuples, considÃ¨rent qu'ils n'ont plus de parti rÃ©volutionnaire. Tous, enragent d'Ãªtre impuissants devant les reculs successifs que le capital impose au travail.

->Nous partageons une conviction

Si nous menons la bataille du rÃ©fÃ©rendum sur des bases de classe, nous pouvons ensemble en faire une Ã©chÃ©ance positive pour le peuple et pour le combat politique.

->Nous proposons une dÃ©marche :

Avec ce document, point de dÃ©part d'une campagne nationale, nous voulons contribuer Ã la rÃ©flexion au dÃ©bat au rassemblement et Ã l'action pour Ãªtre utile au peuple

Les vÃ©ritables enjeux du rÃ©fÃ©rendum

Chacun sent bien que le rÃ©fÃ©rendum constitue une Ã©chÃ©ance majeure dans l'affrontement entre le capital et le travail. Pour apporter une rÃ©ponse correcte Ã la question politique posÃ©e et repousser la tentative du capital, il est nÃ©cessaire d'Ãªtre lucide sur les vÃ©ritables enjeux et de dÃ©finir prÃ©cisÃ©ment les perspectives que peut ouvrir cette bataille.

La nature de classe de l'intÃ©gration europÃ©enne

La " construction europÃ©enne " a toujours Ã©tÃ© le produit de l'action dÃ©libÃ©rÃ©e de tous les gouvernements des pays membres.

L'orientation est systÃ©matique : privilÃ©gier le capital par l'extension et l'intensification de son champ d'action, privatiser le secteur public et nationalisÃ©, dÃ©valoriser le travail par l'austÃ©ritÃ© salariale, par le dÃ©mantÃ¨lement de la protection sociale, des conventions collectives et du Code du Travail.

Le moyen : un processus d'intÃ©gration supranationale, conÃ§u pour garantir la suprÃ©matie du capital, fondÃ© pour cela sur la rÃ©gression continue de l'indÃ©pendance des nations et de la souverainetÃ© des peuples.

Cette volontÃ© d'Ã©tendre la domination du capital par la nÃ©gation dÃ©mocratique de chaque peuple rend inamendable tout projet de constitution. La dÃ©finition d'un point de vue de classe passe par cette analyse.

L'essentiel du projet de constitution

Imposer une logique qui se veut identitaire : "Un marchÃ© intÃ©rieur oÃ¹ la concurrence est libre et non faussÃ©e". Traduction : un espace sans entraves Ã l'accumulation et Ã la valorisation du capital.

Donner Ã cette logique un socle constitutionnel, permettant de fusionner 25 nations et peuples dans un corps institutionnel unique, l'Union europÃ©enne (UE), et imposant la primautÃ© de son "droit" sur celui des Ã©tats membres. L'UE serait dotÃ©e de compÃ©tences exclusives (douanes, monnaie, rÃ¨gles de commerce), assorties d'un pouvoir de sanctions (Ã©conomiques et militaires) si un pays entend sortir du cadre. Elle s'approprierait la "coordination" des politiques de l'emploi, mettrait sous sa tutelle les politiques Ã©trangÃ¨res des pays membres et imposerait, au nom de la sÃ©curitÃ© et de la dÃ©fense commune, ses choix militaires.

Copyright © Le Vénissian

Ce projet porte logiquement la nÃ©gation des nations et celle des peuples comme entitÃ©s politiques souveraines. Des siÃ¨cles durant, en Europe et ailleurs, cette double nÃ©gation a constituÃ© le fondement de tous les empires.

A l'heure de la globalisation financiÃ¨re, c'est la conception du capital de l'organisation du monde : une structuration en empires, complices contre l'ensemble des peuples et en compÃ©tition forcenÃ©e pour les exploiter. Si elle s'impose, cela va accentuer - Ã une Ã©chelle sans prÃ©cÃ©dent - la domination du capital, la dÃ©valorisation du travail, la rÃ©gression sociale, le chÃ´mage, les nationalismes chauvins et les guerres impÃ©rialistes.

Tout processus d'intÃ©gration est Ã rejeter : "NON Ã toute constitution europÃ©enne !"

En portant un coup, qu'il voudrait dÃ©cisif, Ã l'indÃ©pendance de chaque nation et Ã la souverainetÃ© de chaque peuple, le capital tente de rendre irrÃ©versible sa domination. Cet enjeu fait de ce rÃ©fÃ©rendum un moment essentiel de la bataille entre le capital et les peuples.

Toute constitution europÃ©enne, celle-ci ou une autre, n'existant, par principe, que contre les nations et les peuples, le seul combat efficace Ã mener est un combat contre le principe mÃªme d'une constitution europÃ©enne

Combattre la domination idÃ©ologique du capital

RenforcÃ© par ses victoires idÃ©ologiques sur le monde du travail, le capital a imposÃ© son point de vue sur deux points majeurs L'existence du capital serait nÃ©cessaire Ã tout dÃ©veloppement Ã©conomique et son activitÃ© Ã la source de toute crÃ©ation de valeur.

De ce fait, il devrait exercer sans encombre "sa' libertÃ© et constituer le moteur des sociÃ©tÃ©s, celles-ci Ã©tant sommÃ©es de s'organiser autour de ce "bon vouloir' du capital et Ã l'Ã©chelle qu'il exige.

Ce projet de constitution europÃ©enne vise Ã donner force de loi Ã ces deux affirmations. Les consÃ©quences sont connues : la nÃ©gation du travail comme crÃ©ateur de valeur, celle de la nation comme cadre de souverainetÃ© et d'expression politique du peuple, celle du pouvoir politique dans les rapports Ã©conomiques et sociaux.

Ne pas s'attaquer Ã cette domination idÃ©ologique du capital, c'est se condamner Ã une protestation impuissante. Cela a Ã©tÃ© le cas rÃ©cemment sur les retraites, Edf-Gdf, l'assurance maladie et, plus gÃ©nÃ©ralement, sur la question de l'emploi.

Copyright © Le Vénissian

EnfermÃ©e dans le cadre idÃ©ologique du capital, aucune formation politique ne formule l'enjeu essentiel du rÃ©fÃ©rendum car pas une n'est capable d'exprimer l'identitÃ© de classe de l'intÃ©gration europÃ©enne. La dÃ©finition de l'enjeu et des moyens d'y faire face constitue en soi une bataille. Cela ne doit pas nous amener Ã en rabattre. Tout simplement parce que l'expÃ©rience nous a montrÃ© les consÃ©quences, mÃªme au nom du rassemblement, d'un renoncement Ã poser devant le peuple les vÃ©ritables questions.

Donner au "NON" la force d'une perspective anticapitaliste

Faire gagner le "NON" implique de disputer le terrain des idÃ©es au capital. Ã€ partir de l'analyse des vÃ©ritables enjeux du rÃ©fÃ©rendum, nous pouvons contre attaquer en nous appuyant sur 3 axes indissociables

o SouverainetÃ© populaire et indÃ©pendance nationale sont indispensables Ã toute perspective de transformation sociale.

o Le travail et sa valorisation au travers du salaire sont les seuls moteurs du dÃ©veloppement Ã©conomique et social de notre sociÃ©tÃ©.

o A cette tentative impÃ©rialiste, nous opposons le principe de solidaritÃ© internationale, basÃ©e sur des coopÃ©rations entre des peuples souverains.

Le "Non Ã toute constitution europÃ©enne" implique la rupture avec le processus d'intÃ©gration. Ni retour au passÃ©, ni aventure ou chaos, cette rupture est au contraire la condition d'un "autre possible", d'une autre sociÃ©tÃ© faite de progrÃ¨s, de souverainetÃ©, de coopÃ©ration, de solidaritÃ© et de paix pour chaque peuple.

Cet enjeu implique pleinement les rÃ©volutionnaires, celles et ceux qui luttent pour dÃ©fendre les intÃ©rÃªts du monde du travail, les militants syndicaux, les reprÃ©sentants d'associations populaires, les crÃ©ateurs...

Cette bataille du rÃ©fÃ©rendum offre une vÃ©ritable occasion de dÃ©montrer l'utilitÃ© du point de vue de classe pour les luttes sociales et politiques et de commencer Ã faire renaÃ®tre une force politique rÃ©conciliant les intÃ©rÃªts du monde du travail et la souverainetÃ© populaire.

Une "Constitution" contre les peuples

D'emblÃ©e, la construction europÃ©enne a Ã©tÃ© conÃ§ue comme un moyen de renforcer l'exploitation des peuples d'Europe. Chaque TraitÃ© (Acte Unique, Maastricht, Amsterdam, Nice) a constituÃ© un nouveau pas en avant de cette machine de guerre afin d'asseoir le capitalisme comme rÃ¨gle absolue et de casser les acquis des luttes.

Le projet de constitution constitue un saut qualitatif qui vise Ã institutionnaliser le capitalisme et Ã empÃªcher toute possibilitÃ© d'alternative en Ã´tant Ã chaque peuple la libertÃ© de dÃ©cider de son avenir. L'essentiel des institutions nationales, politiques et judiciaires serait soumis Ã la Constitution en octroyant Ã l'Union une compÃ©tence exclusive dans de nombreux domaines et en ne laissant aux Ã‰tats membres qu'une compÃ©tence subsidiaire. Comme le prÃ©cise l'article I-6 : La Constitution et le droit adoptÃ© par les institutions de l'Union, dans l'exercice des compÃ©tences attribuÃ©es Ã celle-ci, priment le droit des Ã‰tats membres.

L'extension des domaines oÃ¹ les dÃ©cisions seraient prises Ã la majoritÃ© qualifiÃ©e correspond Ã de nouveaux abandons de souverainetÃ© qui permettraient d'imposer Ã un Ã‰tat membre des dÃ©cisions contre son avis et sa volontÃ©. Pour les forces du capital, cette constitution est en quelque sorte une assurance-vie contre le socialisme.

Une arme terrible contre les acquis sociaux et les services publics

Le fil rouge de ce socle capitaliste, c'est la libre concurrence qui devient le fondement du droit communautaire et de toutes les activitÃ©s humaines. La politique Ã©conomique est conduite conformÃ©ment au respect du principe d'une Ã©conomie de marchÃ© ouverte oÃ¹ la concurrence est libre (art.III.177). Pour bien enfoncer le clou, ce principe est rÃ©pÃ©tÃ© Ã satiÃ©tÃ© dans de nombreux articles. C'est au nom de ce principe que les entreprises publiques sont dÃ©mantelÃ©es et privatisÃ©es, que les Conseils europÃ©ens, notamment Ã Lisbonne en mars 2000 et Ã Barcelone en juin 2002, ont dÃ©cidÃ© (avec l'accord de

J. Chirac et L. Jospin) d'accÃ©lÃ©rer le processus de dÃ©rÃ©glementation et de libÃ©ralisation dans tous les secteurs transports, Ã©nergie, poste, tÃ©lÃ©communications, aÃ©roports, ports.

L'article II-96 ambitionne de rÃ©duire les services publics Ã des services d'intÃ©rÃªt Ã©conomique gÃ©nÃ©ral, qui ne sont que des services minimaux pour assurer la cohÃ©sion sociale et territoriale. Ils seraient soumis aux rÃ¨gles du marchÃ©, ne pouvant bÃ©nÃ©ficier qu'exceptionnellement de dÃ©rogations.

Avec ce principe, par exemple, les collectivitÃ©s locales pourraient perdre la libertÃ© de gÃ©rer directement leurs services publics locaux.

La charte des droits fondamentaux, intÃ©grÃ©e dans la constitution, ne marque pas une avancÃ©e comme le prÃ©tendent les partisans du oui ou la CES. En matiÃ¨re de droits sociaux, elle ouvre la voie Ã des reculs par rapport aux lÃ©gislations nationales. Le droit de travailler et d'exercer une profession librement choisie et acceptÃ©e se substitue au droit au travail. Le droit Ã la santÃ© devient droit d'accÃ¨s Ã la santÃ©, le

droit au logement, un droit Ã une aide au logement.

Sous le contrÃ´le des marchÃ©s financiers

En matiÃ¨re de politique Ã©conomique et monÃ©taire, les gouvernements comme les parlements nationaux sont dÃ©possÃ©dÃ©s du pouvoir de dÃ©cision et de contrÃ´le. Les vÃ©ritables "gardiens' sont la Commission et la Banque Centrale europÃ©enne (BCE). La Commission veille Ã faire respecter l'application du pacte de stabilitÃ©, devenu un carcan pour les budgets nationaux. Elle surveille l'Ã©volution de la situation budgÃ©taire et du montant de la dette publique dans les Ã‰tats membres pour dÃ©celer les erreurs manifestes (art. 111-1 84). La BCE, chargÃ©e exclusivement du maintien de la stabilitÃ© de prix, est totalement indÃ©pendante, sans contrÃ´le dÃ©mocratique et hors d'atteinte de tout pouvoir politique : Ni la Banque centrale europÃ©enne, ni une banque centrale nationale (...) ne peuvent solliciter, ni accepter des instructions de l'Union, des gouvernements des Ã‰tats membres (art. 111-1 88). La BCE se prÃ©occupe essentiellement d'Ã©tablir les conditions exigÃ©es par les marchÃ©s financiers pour attirer les capitaux. C'est pourquoi, elle adresse des injonctions aux gouvernements pour diminuer les dÃ©penses publiques, rÃ©former les systÃ¨mes de retraite et de protection sociale, flexibiliser le marchÃ© du travail et "modÃ©rer" les salaires.

Le projet confirme que l'UE n'ambitionne pas de limiter la libertÃ© du capital, soit par une taxation (type Tobin), soit par une lutte contre les paradis fiscaux puisque les restrictions, tant aux mouvements de capitaux qu'aux paiements entre Ã‰tats membres et entre les Ã‰tats membres et les pays tiers sont interdites (art. III-156).

Dans le giron de l'OTAN

Pour faire appliquer les mÃ©canismes contraignants de l'Ã©conomie capitaliste qui suscitent l'opposition des peuples, le projet de Constitution prÃ©voit de renforcer la politique sÃ©curitaire et rÃ©pressive et de pousser les feux d'une politique europÃ©enne de dÃ©fense conformÃ©ment aux engagements souscrits au sein de l'OTAN, c'est-Ã -dire dans l'orbite des Etats-Unis. Cette politique Ã©trangÃ¨re et de dÃ©fense serait conduite par un ministre europÃ©en des Affaires Ã©trangÃ¨res (art. I-28) avec le risque de mettre en cause le droit des gouvernements de dÃ©finir leur politique Ã©trangÃ¨re en toute indÃ©pendance. DÃ¨s lors, la France ne pourrait plus prendre une position autonome, sur l'Irak par exemple. Certains vont mÃªme jusqu'Ã demander que l'Union EuropÃ©enne soit membre permanent du Conseil de SÃ©curitÃ© des Nations Unies en lieu et place de la France et de la Grande-Bretagne

En toute logique, le texte ne fait pas rÃ©fÃ©rence au refus de la guerre comme moyen de rÃ©soudre les conflits, il pousse, au contraire, Ã une militarisation accrue des relations internationales puisque Les Ã‰tats membres s'engagent Ã amÃ©liorer progressivement leurs capacitÃ©s militaires (art. i-41). LÃ encore, une rÃ©ponse adaptÃ©e aux exigences des Ã‰tats-Unis.

L'histoire de l'intÃ©gration europÃ©enne Ã©claire sa nature

ApprÃ©hender la rÃ©alitÃ© de ce projet de constitution nÃ©cessite de remettre la "construction" europÃ©enne dans sa perspective, celle de son histoire et de son bilan.

Les conditions politiques de sa naissance

Cette entreprise ne relÃ¨ve pas de la gÃ©nÃ©ration spontanÃ©e. Elle commence, aprÃ¨s la deuxiÃ¨me guerre mondiale, dans une situation politique difficile pour le capital europÃ©en discrÃ©ditÃ© par son comportement pendant le conflit. Il doit faire face Ã la consolidation de l'URSS, Ã la naissance des pays socialistes, aux importantes conquÃªtes du mouvement ouvrier en Europe occidentale. Ajoutons-y le dÃ©but des mouvements de libÃ©ration nationale qui menacent les empires coloniaux et la concurrence exacerbÃ©e avec l'impÃ©rialisme US, qui entend Ã©tendre sa domination en Europe aprÃ¨s la guerre. C'est pour modifier la donne Ã son avantage que le capital europÃ©en se lance dans ce processus.

La constance de sa politique

La ' construction " europÃ©enne est caractÃ©risÃ©e par la recherche obsessionnelle de la domination et de l'accumulation capitaliste : concentrations dans l'industrie, les services et l'agriculture ; destruction des services publics, de la protection sociale et des conventions collectives. Evidemment, cette "libÃ©ralisation " a toujours Ã©tÃ© appuyÃ©e par un combat idÃ©ologique et un processus d'intÃ©gration politique s'attaquant constamment Ã l'indÃ©pendance nationale et Ã la souverainetÃ© populaire. Depuis le dÃ©but, l'intÃ©gration europÃ©enne n'a qu'une cible : les conquÃªtes populaires de la LibÃ©ration, en particulier en France.

Un rythme diffÃ©rent suivant le rapport de force entre le capital et le travail

Les diffÃ©rentes phases de cette construction capitaliste et impÃ©rialiste ont suivi tout d'abord un rythme relativement lent qui s'accÃ©lÃ¨re dans les annÃ©es 80 avec l'Acte Unique europÃ©en pour entamer un vÃ©ritable sprint Ã partir des annÃ©es 90 (Maastricht). Ces phases correspondent aux diffÃ©rentes Ã©volutions de l'URSS et des pays socialistes (existence, affaiblissement et disparition) et aux reculs du

Copyright © Le Vénissian

mouvement ouvrier. De fait, le niveau de l'intÃ©gration europÃ©enne est d'abord le rÃ©sultat d'une bataille entre le capital et le travail.

Des promesses contredites par le bilan

La preuve est faite : l'intÃ©gration europÃ©enne n'a pas Ã©tÃ© facteur de progrÃ¨s social mais bien de rÃ©gression. Elle n'a pas dÃ©veloppÃ© des coopÃ©rations entre les peuples mais a engagÃ© de formidables concentrations industrielles et financiÃ¨res sous l'Ã©gide des capitaux les plus puissants, meurtriÃ¨res pour des millions de travailleurs et leurs familles et pour des rÃ©gions entiÃ¨res en Europe. Elle n'a pas concouru Ã la paix mais s'est engagÃ©e, directement ou par l'intermÃ©diaire de pays membres, dans des opÃ©rations militaires de "normalisation" Ã l'encontre de pays qui ne veulent pas renoncer Ã leur souverainetÃ© et reconnaÃ®tre la souverainetÃ© du marchÃ©. Hier la Yougoslavie, aujourd'hui l'Afghanistan et l'Irak. Enfin, elle n'a pas constituÃ© un rempart contre la mondialisation, et pour cause : elle en est un Ã©lÃ©ment Ã part entiÃ¨re.

La duplicitÃ© des gouvernements de chaque pays

Tous les gouvernements ont participÃ© activement Ã cette construction. Tous, sans exception, ont justifiÃ© des mesures politiques impopulaires et rÃ©gressives au nom des "contraintes europÃ©ennes". PrÃ©tendant prÃ©parer les nations Ã une prospÃ©ritÃ© future, ils ont poussÃ© toujours davantage les feux de l'intÃ©gration. A chaque nouvelle Ã©tape, ils nous affirment que c'est une occasion Ã ne pas manquer et qu'aprÃ¨s cela, tout ira mieux...

L'Europe contre les nations... et les conquÃªtes populaires

Ã€ l'inverse de ce qu'ont dit quelques " euro constructifs ", la volontÃ© europÃ©enne supranationale, loin d'Ãªtre "une belle idÃ©e dÃ©viÃ©e", a toujours Ã©tÃ© une machine de guerre contre les conquÃªtes politiques et sociales des peuples d'Europe.

On l'a oubliÃ© : de 1940 Ã 1945, les nazis eux aussi prÃ´naient une Europe unie sous leur domination, dÃ©barrassÃ©e de l'hÃ©ritage dÃ©mocratique des LumiÃ¨res et de la RÃ©volution franÃ§aise et de l'humanisme judÃ©o-chrÃ©tien.

Dans les annÃ©es cinquante, en pleine " guerre froide ", les inventeurs de l'Europe supranationale, anticommunistes viscÃ©raux, rÃªvaient de diminuer le rÃ´le des assemblÃ©es nationales Ã©lues dans chaque pays, parce qu'elles exprimaient partout la volontÃ© populaire d'en finir avec la domination des grands trusts.

La question centrale posÃ©e par le rÃ©fÃ©rendum de 2005 reste la mÃªme : celle de la dÃ©fense de la souverainetÃ© populaire, du droit pour chaque peuple de choisir son gouvernement et ses lois et de protÃ©ger ce qu'il a conquis de libertÃ©s et de bien-Ãªtre.

La nation franÃ§aise n'est pas pour nous une rÃ©alitÃ© mystique, dÃ©crÃ©tÃ©e Ã©ternelle par on ne sait quel dieu ; elle n'a pas toujours existÃ©, elle aurait pu avoir d'autres frontiÃ¨res. Nous refusons les conceptions de la nation fondÃ©es sur la race, la culture, la langue, la nation " ethniciste " et agressive des politiciens d'extrÃªme droite.

Notre NON Ã toute constitution supranationale ne relÃ¨ve pas du nationalisme : nous savons que tout nationalisme est rÃ©actionnaire puisqu'il nie les antagonismes internes Ã chaque peuple et oublie que les salariÃ©s franÃ§ais ont d'abord pour premier adversaire les privilÃ©giÃ©s franÃ§ais qui les exploitent.

La nation franÃ§aise s'est concrÃ©tisÃ©e avec la RÃ©volution de 1789, constituÃ©e par l'adhÃ©sion consciente des citoyens de toutes les rÃ©gions de France prÃªts Ã dÃ©fendre les rÃ©formes politiques et sociales imposÃ©es aux privilÃ©giÃ©s : on nommait alors" patriotes" les partisans de la RÃ©volution, contre les nobles Ã©migrÃ©s et les envahisseurs Ã©trangers. Cette nation franÃ§aise s'est ensuite enrichie des conquÃªtes populaires arrachÃ©es par les luttes au cours des dix-neuviÃ¨me et vingtiÃ¨me siÃ¨cles : suffrage universel et laÃ¯citÃ© de l'Ã©tat, rÃ©formes du Front populaire et de la LibÃ©ration, nationalisations, SÃ©curitÃ© sociale, retraites et lois de protection sociale, droits des salariÃ©s, etc.

C'est lÃ un enseignement majeur : c'est dans les pÃ©riodes oÃ¹ la souverainetÃ© populaire s'est articulÃ©e avec les luttes ouvriÃ¨res qu'elle s'est exprimÃ©e avec le plus de force et a permis les avancÃ©es sociales et dÃ©mocratiques les plus importantes. Et c'est quand la France a fortement affirmÃ© son indÃ©pendance qu'elle a pris les initiatives internationales les plus audacieuses.

Donner au non la force d'une perspective anticapitaliste

Une nÃ©cessitÃ© pour asseoir la crÃ©dibilitÃ© du" NON " et donc sa puissance populaire

Le " non Ã toute constitution europÃ©enne ! " exprime le refus radical de toute constitution supranationale ;

il porte l'exigence de sortir de cette intÃ©gration et des traitÃ©s qui l'ont construite (de l'Acte Unique au traitÃ© de Nice en passant par Maastricht). Il appelle l'affirmation des fondements d'une autre organisation du monde et de la sociÃ©tÃ© franÃ§aise.

Ces fondements sont antagoniques de ceux de l'intÃ©gration europÃ©enne

Ce sont la souverainetÃ© populaire et l'indÃ©pendance nationale contre la rÃ©gression dÃ©mocratique et la supranationalitÃ©. C'est la valorisation du travail contre l'accumulation capitaliste. Leurs promotions constituent la condition Ã toute avancÃ©e.

Par exemple, sur la question du chÃ´mage. S'il est nÃ©cessaire d'affirmer que le travail ne constitue pas un coût et que c'est l'exigence de rentabilitÃ© du capital qui est la cause fondamentale de ce problÃ¨me ; il est dÃ©cisif de montrer que la solution, c'est-Ã -dire le dÃ©veloppement de l'emploi, ne passe que par une forte valorisation du travail, une augmentation massive des salaires. Sur chaque grande question, il est nÃ©cessaire, non seulement de montrer que les exigences du capital sont Ã la source de toutes les rÃ©gressions de la sociÃ©tÃ©, mais aussi, que le dÃ©veloppement de celle-ci appelle impÃ©rativement la valorisation du travail : de sa rÃ©munÃ©ration, de sa qualification et de ses droits.

Reconstruire ces fondements dans les affrontements quotidiens entre capital et travail

C'est la clÃ© de la construction d'une perspective de transformation. Salaires, protection sociale, services publics, emploi, voilÃ les terrains essentiels de l'offensive du capital depuis plus de vingt ans. C'est sur ces questions que se dÃ©roule l'affrontement entre les fondements de l'intÃ©gration europÃ©enne et ceux d'un autre possible.

En effet, le salaire socialisÃ© - direct et indirect (financement de la protection sociale) - comme le secteur public et nationalisÃ©, se fondent sur une logique radicalement opposÃ©e Ã celle du capital portÃ©e par l'intÃ©gration europÃ©enne.

o Le capital se pose comme indispensable Ã l'activitÃ© Ã©conomique lÃ©gitimant ainsi son intervention dans tous les secteurs.

Le fonctionnement de la protection sociale, financÃ© en temps rÃ©el par la cotisation sociale, donc sans

nÃ©cessitÃ© d'Ã©pargne, comme le fonctionnement du secteur public et nationalisÃ©, oÃ¹ des sommes d'argent considÃ©rables Ã©chappent aux ponctions rÃ©sultant du droit de propriÃ©tÃ© (il n'existe pas de capital public) dÃ©montrent que l'Ã©conomie peut fonctionner sans accumulation et sans capital.

o Le capital s'affirme comme seule source de crÃ©ation de valeur assimilant le travail Ã un coût, le rÃ©duisant Ã une marchandise.

A l'inverse, le salaire socialisÃ© - direct et indirect - participe Ã libÃ©rer le travail de son statut de marchandise. Direct, il se fonde sur la convention collective ou le statut, sur la reconnaissance de la qualification, ce qui dÃ©gage le travail de la loi de la valeur. Indirect, il est source de solidaritÃ© (protection sociale, retraites par rÃ©partition, assurance-chÃ´mage) donnant au salaire une dimension plus large que celle de simple renouvellement de la force de travail.

o Le capital prÃ©tend s'affranchir de toute tutelle politique.

Le salaire socialisÃ©, en tant que produit d'une dÃ©libÃ©ration politique sur la rÃ©partition des richesses crÃ©Ã©es

(conventions collectives, statuts et taux de financement de la protection sociale), est une affirmation politique de la valorisation du travail.

De mÃªme, le secteur public et nationalisÃ© constitue une affirmation politique de la maÃ®trise publique de l'organisation et de l'orientation d'une part importante de la production et des services.

Ce faisant, travail et peuple affirment leur tutelle sur l'Ã©conomie, s'opposant efficacement au capital. Il existe lÃ les bases d'une nouvelle citoyennetÃ©, individuelle et collective, intÃ©grant les droits de salaire et les droits de gestion et d'usage des biens publics.

o Le capital veut imposer une Ã©chelle supranationale de l'exercice du pouvoir.

Salaire socialisÃ© et services publics sont les produits de l'exercice de la souverainetÃ© politique d'un peuple. Ils existent dans un cadre politique donnÃ© sur lequel le peuple exerce cette souverainetÃ© : une nation. Ils correspondent au territoire d'une communautÃ© humaine irrÃ©ductible Ã aucune autre : une sociÃ©tÃ©

La souverainetÃ© populaire condition de la coopÃ©ration entre les peuples et de la convergence de leurs luttes.

L'Europe, oÃ¹ vivent des sociÃ©tÃ©s, des nations et des peuples diffÃ©rents, ne peut pas Ãªtre LE cadre politique et territorial d'un exercice de souverainetÃ© populaire : il ne peut exister, ni " services publics et nationalisÃ©s europÃ©ens ni " salaire socialisÃ© europÃ©en ". C'est la raison fondamentale de l'impossibilitÃ© d'un quelconque projet de transformation sociale de l'Europe dans sa globalitÃ© et sa simultanÃ©itÃ©. PrÃ©tendre le contraire, c'est se soumettre automatiquement Ã la domination du capital et Ã son exigence de dÃ©sintÃ©gration de chacune des sociÃ©tÃ©s du continent. Cette rÃ©alitÃ© est souvent sous-estimÃ©e, voire niÃ©e, par des gens attachÃ©s Ã la coopÃ©ration entre les peuples et Ã leurs luttes communes. Pourtant, sa prise en considÃ©ration n'est pas un obstacle aux coopÃ©rations et aux luttes mais, au contraire, elle en constitue la condition. Les coopÃ©rations exigent des partenaires souverains et la convergence des luttes implique l'existence nationale de chacune d'entre elles. Les apÃ´tres de l'intÃ©gration europÃ©enne, qui confondent dÃ©libÃ©rÃ©ment internationalisme et supranationalitÃ©, " sociÃ©tÃ© civile europÃ©enne" et communautÃ©s politiques, veulent nier la souverainetÃ© politique des peuples.

Le moment d'une contre-offensive populaire dont nous avons les moyens

Salaire socialisÃ© et services publics nationalisÃ©s constituent les bases d'une contestation radicale du capital, contestation idÃ©ologique, politique et pratique. Cela lui est insupportable. DÃ¨s la LibÃ©ration, il a fait de leur destruction l'objectif central de l'intÃ©gration europÃ©enne. Si, longtemps, le monde du travail a rÃ©sistÃ©, il rencontre aujourd'hui une double difficultÃ© du fait de l'efficacitÃ© de la bataille idÃ©ologique du capital. D'abord, pour apprÃ©cier la dÃ©marche du capital pour ce qu'elle est aujourd'hui : la construction d'un empire par la nÃ©gation des peuples et des nations. Ensuite, pour mesurer les points d'appui pour mener la contre-offensive en promouvant un projet transformateur fondÃ© sur la valorisation du travail et la souverainetÃ© de chaque peuple, conditions de leurs coopÃ©rations et de la paix. DÃ©finir l'enjeu du rÃ©fÃ©rendum en ces termes est une nÃ©cessitÃ© vitale. Pour que le "NON Ã toute constitution europÃ©enne" ait la force d'une perspective et constitue les bases d'une contre-offensive idÃ©ologique, politique, populaire.

Rassembler pour changer de sociÃ©tÃ©

La bataille qui est engagÃ©e autour du rÃ©fÃ©rendum est une nouvelle occasion de travailler activement Ã

une perspective de transformation de la sociÃ©tÃ©, pour contribuer Ã relancer une dynamique populaire en recherche d'efficacitÃ©. Cela impose de bien analyser l'Ã©tat d'esprit du peuple, ses points d'appui, son dÃ©sarroi politique...

Notre mot d'ordre, " NON Ã toute Constitution ", suscite le dÃ©bat. N'est-il pas trop Ã©litiste, ne comporte-t-il pas des risques de repli sur le seul cadre national sans donner de vÃ©ritable contenu Ã la notion de coopÃ©ration, ne risque-t-il pas de diviser les partisans du NON et du mÃªme coup de les affaiblir ? Ces questions sont Ã©videmment Ã traiter, mais Ã partir de l'analyse approfondie de l'enjeu, des obstacles et des atouts dans cette bataille dÃ©jÃ engagÃ©e.

Notre positionnement n'est pas motivÃ© par la volontÃ© de se diffÃ©rencier Ã tout prix pour exister. Nous partons de l'intÃ©rÃªt des travailleurs, d'un point de vue de classe, pour Ãªtre utile Ã leur rÃ©flexion et Ã leurs luttes.

Nous ne pouvons ignorer le contexte dans lequel va se dÃ©rouler le rÃ©fÃ©rendum et l'expÃ©rience du peuple et du monde du travail ces deux derniÃ¨res annÃ©es. Dans la foulÃ©e de la " gauche plurielle

la droite a engagÃ© une vaste offensive contre les acquis sociaux et dÃ©mocratiques de notre peuple. MalgrÃ© des luttes importantes (retraites, sÃ©cu, Edf-Gdf,...) et des revers Ã©lectoraux majeurs, le pouvoir obtient des rÃ©sultats. Celles et ceux qui ont luttÃ©, celles et ceux qui ont sanctionnÃ© le gouvernement, se sentent impuissants pour contrecarrer les prÃ©tentions du patronat et de la bourgeoisie.

Dans les scÃ©narios possibles lors du rÃ©fÃ©rendum, l'hypothÃ¨se de la victoire du NON hante les idÃ©ologues de l'intÃ©gration europÃ©enne. Aussi ont-ils imaginÃ© une position de repli, prÃ©servant l'essentiel de l'enjeu et s'appuyant sur toutes les forces politiques institutionnelles. L'expression du NON est acceptable Ã leurs yeux Ã une condition : que celles et ceux qui s'opposent admettent la nÃ©cessitÃ© d'une autre constitution supranationale.

Pour la bourgeoisie, imposer le principe d'une constitution europÃ©enne est un impÃ©ratif. Aussi travaille-t-elle Ã ce que celles et ceux qui refusent Ã la fois la rÃ©gression sociale et la confiscation de leur expression politique fassent le choix de l'abstention Ã l'occasion du rÃ©fÃ©rendum.

Car l'une des dimensions de l'enjeu est lÃ : la victoire du NON nÃ©cessite une mobilisation des couches populaires et du monde du travail, de ceux qui luttent, qui manifestent et qui s'abstiennent lors des scrutins Ã©lectoraux, trouvant que leur opinion n'est reprÃ©sentÃ©e par aucune force politique institutionnelle.

Dans la diversitÃ© des points de vue qui expriment un NON lors de ce rÃ©fÃ©rendum, nous avons l'ambition de rassembler. Cela implique de convaincre que la mobilisation autour d'un NON lucide permet l'expression du refus de toute rÃ©gression sociale et de la volontÃ© de maÃ®triser son sort dans un vote politique et populaire

Copyright © Le Vénissian

Loin de gÃªner le rassemblement, l'expression du point de vue communiste peut lui donner sa dynamique en mettant en Ã©vidence : Ce que sont les objectifs du capital Ã l'Ã©chelle europÃ©enne

" AccÃ©lÃ©ration de l'exploitation des salariÃ©s -Confiscation de leur capacitÃ© d'intervention dans le cadre de la nation. Ce qui motive la rÃ©sistance du peuple

" Refus de la rÃ©gression sociale

" Refus du dessaisissement politique Ce qui fonde les bases d'une perspective transformatrice

" Valorisation du salaire, de sa part socialisÃ©e, dÃ©veloppement des nationalisations

" Renforcement de la souverainetÃ© populaire, de la capacitÃ© du peuple d'imposer un changement de politique.

Notre " NON Ã toute constitution europÃ©enne " prend ainsi tout son sens. Le point de vue communiste, que nous voulons dÃ©finir ensemble, trouve lÃ toute sa pertinence Ã l'occasion du rÃ©fÃ©rendum.

Ils ont dit

Hans Tietmeyer, Ancien prÃ©sident de la Banque FÃ©dÃ©rale allemande

"Vous Ãªtes sous le contrÃ´le des marchÃ©s financiers" DÃ©claration Ã des chefs d'Ã‰tat et de gouvernement Ã

Davos en 1996. Le mÃªme Hans Tietmeyer prÃ©conisait dÃ©jÃ en octobre 1996 de "RÃ©former les systÃ¨mes de

protection sociale et de dÃ©manteler les rigiditÃ©s sur le marchÃ© du travail"

John Monks, SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de la CES

"Nous avons trouvÃ© des points d'accord sur l'importance de l'Europe sociale et la nÃ©cessitÃ© de

l'inscrire pleinement dans la stratÃ©gie de Lisbonne ainsi qu'Ã l'ordre du jour du prochain Sommet de printemps, fin mars Ã Bruxelles". Rencontre avec Jacques Chirac le 21 janvier 2005.

Alain Touraine, Sociologue

"En France, le mot libÃ©ralisme Ã©tait imprononÃ§able, alors on en a trouvÃ© un autre, Europe".

Denis Collin, Ã‰crivain

"DÃ©fendre la dÃ©mocratie et la libertÃ© des peuples suppose une dÃ©fense de la forme nation (...) Le fait national lui-mÃªme me paraÃ®t Ã©ternellement indissociable de la constitution de la sociÃ©tÃ© humaine comme sociÃ©tÃ© politique" 1997.

Monique et Roland Weyl, Avocats

"Ce qui est en jeu (...) c'est le combat de toujours pour le contenu de "souverainetÃ© populaire" de la dÃ©mocratie, consacrÃ© maintenant au plan mondial par la charte des Nations Unies avec "le droit des peuples Ã disposer d'eux-mÃªmes". Octobre 2004.

Emmanuel Todd, Ã‰crivain

"L'explosion des nations produit la mondialisation et non l'inverse (...). C'est lantinationalisme des Ã©lites qui mÃ¨ne Ã la toute puissance du capitalisme mondialisÃ©. Le retour dune conscience collective centrÃ©e sur la nation suffirait Ã transformer le tigre de la mondialisation en un chat domestique tout Ã fait acceptable" 1998.

[nontoute.jpg]

Texte tiré du 4 pages A3 de février 2005 Pour revenir à son sommaire, cliquez sur le bandeau ou ici

Mois aprÃ¨s mois, le capital affirme sa domination sur les peuples dans sa course effrÃ©nÃ©e aux profits. Guerres, famines, pandÃ©mies, pillage des richesses naturelles, Ã©quilibres naturels menacÃ©s en sont les caractÃ©ristiques. Dans notre pays, ce sont la mise en cause des retraites, de la SÃ©cu et du code du travail, la casse des statuts et les privatisations. Le recul des idÃ©es rÃ©volutionnaires, l'absence de revendications clairement anticapitalistes et de perspectives politiques de transformation de la sociÃ©tÃ© pÃ¨sent sur les capacitÃ©s de riposte des peuples.

Pour faire face et pour changer la sociÃ©tÃ©, le monde du travail doit construire sa force politique

Pour y contribuer, celles et ceux qui veulent rester communistes doivent se rassembler.

Une impuissance insupportable

Des manifestations de colÃ¨re et de rÃ©volte sont perceptibles, des luttes se mÃ¨nent, mais aucune victoire significative n'est obtenue ; les organisations politiques qui se rÃ©clament du monde du travail ne lui apportent aucun concours efficace ; le syndicalisme de classe est affaibli, chaque jour un peu plus, par une logique d'intÃ©gration ; le capital dÃ©truit l'une aprÃ¨s l'autre les conquÃªtes ouvriÃ¨res et dÃ©mocratiques, sans qu'il paraisse possible de l'en empÃªcher. Aujourd'hui dans notre pays, la situation de milliers de travailleurs qui veulent rÃ©sister et rester communistes est extrÃªmement difficile. Ils n'ont plus de parti.

La soumission idÃ©ologique de ce qui fut le premier parti de France, conjuguÃ© Ã l'effondrement des premiÃ¨res tentatives de socialisme, a gÃ©nÃ©rÃ© dispersion et dÃ©couragement de milliers de communistes. Nombreux sont ceux qui se sont mis en retrait du terrain politique ou qui ont cru pouvoir endiguer les reculs en se concentrant sur l'activitÃ© syndicale ou se tournant vers d'autres engagements. L'expÃ©rience a montrÃ© que cela ne permet pas de renverser la tendance.

La question des salaires est rÃ©vÃ©latrice. Alors que cette question redevient une forte exigence populaire, aucune organisation politique n'est en mesure d'en dÃ©finir le contenu de classe dans la lutte contre le capital. Pourtant l'efficacitÃ© de la bataille en dÃ©pend.

Nous ne voulons pas nous rÃ©signer

Depuis une dizaine d'annÃ©es, celles et ceux qui veulent rester communistes essaient de poursuivre une activitÃ©

rÃ©volutionnaire. Ils le font de diverses faÃ§ons : associations dÃ©partementales, fÃ©dÃ©ration de groupes, crÃ©ation d'un nouveau parti... Plusieurs tentatives de rassemblement ont Ã©tÃ© effectuÃ©es... Force est de constater que la dynamique militante et unitaire n'a pas Ã©tÃ© au rendez-vous et que cette activitÃ© n'a pas concouru de faÃ§on significative au dÃ©veloppement des luttes de la derniÃ¨re pÃ©riode.

C'est lÃ une difficultÃ© majeure qui ne peut Ãªtre rÃ©solue par une simple incantation au rassemblement ou par un compromis sur une base commune minimale pour faire face, dans l'urgence, aux offensives du capital. Dans les faits, cette faÃ§on de faire a montrÃ© son incapacitÃ© Ã modifier la situation. Faute d'analyser en profondeur les causes de la disparition du point de vue rÃ©volutionnaire, toute tentative de reconstruction est vouÃ©e Ã reproduire les mÃªmes erreurs. Nous entendons par lÃ une analyse sÃ©rieuse sur l'effondrement des pays socialistes, sur le sabordage de la plupart des partis communistes, sur leur fonctionnement centrÃ© sur la course aux fauteuils, sur la stratÃ©gie d'union au sommet dessaisissant les militants et aboutissant Ã une absence de bataille contre les thÃ¨ses du capital et de la social-dÃ©mocratie.

L'analyse sans complaisance de la rÃ©alitÃ© des luttes est la condition de toute avancÃ©e

Elle seule permet de situer prÃ©cisÃ©ment l'origine du problÃ¨me : les reculs idÃ©ologiques du travail dans sa bataille contre le capital. La conscience de cette rÃ©alitÃ© explique Ã la fois l'impuissance des luttes, la dÃ©gÃ©nÃ©rescence des organisations politiques et syndicales de classe et les difficultÃ©s de rassemblement des communistes.

Elle permet de relativiser la "trahison des directions" comme seule explication. Elle n'Ã©pargne pas les hommes, dirigeants politiques ou syndicaux, mais ne se rÃ©duit pas aux capacitÃ©s ou faiblesses des uns ou des autres.

Elle dÃ©montre Ã©galement que les appels systÃ©matiques Ã la grÃ¨ve gÃ©nÃ©rale, sans qu'en soient crÃ©Ã©es les conditions, participent plus de l'incantation et de l'irresponsabilitÃ© que de la pratique rÃ©volutionnaire.

L'absence durable de bataille contre le poison idÃ©ologique du capital conduit les salariÃ©s et le peuple dans une logique de rÃ©signation et d'acceptation, crÃ©ant les conditions de nouveaux reculs Ã venir. De notre point de vue, cette tÃ¢che est la prioritÃ© pour celles et ceux qui revendiquent l'idÃ©al communiste comme moteur de leur activitÃ© militante.

Reconstruire une analyse de classe par l'apport d'un point de vue communiste

Replacer toutes les questions dans l'affrontement capital/travail et donner Ã notre activitÃ© un caractÃ¨re de masse sont des conditions indispensables au succÃ¨s des luttes. En montrant qu'ils sont des Ã©lÃ©ments de progrÃ¨s politique, dÃ©mocratique, Ã©conomique et social contre le capital, la dÃ©fense des conquÃªtes de notre peuple prend toute sa dimension rÃ©volutionnaire.

En parlant de salaire socialisÃ© pour les retraites et l'assurance maladie, en dÃ©finissant les entreprises publiques comme une forme de propriÃ©tÃ© collective des moyens de production, d'Ã©changes et de services, leur promotion devient un enjeu de sociÃ©tÃ© au sens fondamental du terme. C'est la mÃªme dÃ©marche qui nous anime dans la bataille du rÃ©fÃ©rendum.

Pour le rassemblement de celles et ceux qui veulent rester communistes, c'est la possibilitÃ© d'avoir un projet commun fondÃ© sur une analyse partagÃ©e ; de commencer Ã reconstruire ensemble un point de vue rÃ©volutionnaire. Il ne peut y avoir d'organisation rÃ©volutionnaire sans cela.

Les conditions de cette reconstruction

Cette reconstruction implique de repartir du peuple, de ses intÃ©rÃªts et de ses luttes. Elle doit avoir l'ambition d'unir avant tout celles et ceux qui refusent les rÃ©gressions sociales et dÃ©mocratiques et non les appareils politiques ou syndicaux. Elle ne pourra Ãªtre que l'ouvre des communistes eux-mÃªmes. Elle a besoin, en premier lieu, du concours actif des rÃ©volutionnaires investis dans le combat syndical, car ils sont confrontÃ©s quotidiennement aux problÃ¨mes concrets du monde du travail et participent activement aux luttes. C'est une nÃ©cessitÃ© pour aujourd'hui et une garantie pour l'avenir. Cette construction ne se rÃ©alisera pas du jour au lendemain. Elle ne pourra se faire qu'en formulant une analyse de classe de chaque lutte, c'est-Ã -dire en exprimant le point de vue politique du travail contre le capital.

Ce projet nÃ©cessite des espaces de rÃ©flexion et d'Ã©laboration nouveaux, des moyens d'Ã©changes (bulletins, tracts , supports de dÃ©bats...) et de coordination nationale.

Cette reconstruction peut commencer tout de suite avec la bataille du rÃ©fÃ©rendum

La mobilisation pour dÃ©fendre la souverainetÃ© populaire, condamnÃ©e par le projet de constitution europÃ©enne, offre une nouvelle occasion pour les communistes de s'atteler Ã cette reconstruction. Gagner au " NON Ã toute constitution europÃ©enne " implique un travail politique minutieux de conviction et d'explications. Cela crÃ©e les conditions d'une mise en commun de nos forces Ã partir d'une analyse et d'objectifs dÃ©finis en commun. Cela peut permettre de franchir une Ã©tape dÃ©cisive dans le rassemblement de celles et ceux qui partagent les valeurs et idÃ©aux du communisme et qui aspirent Ã dÃ©barrasser la sociÃ©tÃ© du capitalisme.

L'objet de ce document est de mettre en dÃ©bat le bien-fondÃ© des questionnements et des Ã©lÃ©ments de rÃ©ponse que nous avanÃ§ons Ã l'occasion du rÃ©fÃ©rendum. Ce n'est pas une dÃ©marche formelle. Elle a vocation Ã crÃ©er les conditions d'un maximum de concours, lucides sur les enjeux, et convaincus que la bataille est porteuse d'une rupture avec une spirale de recul Ã l'ouvre depuis plusieurs dÃ©cennies.

Ce texte, ni Ã adopter, ni Ã rejeter, vise Ã ouvrir un dÃ©bat qui rassemble les communistes et Ã nourrir une action

utile au peuple

Post-scriptum :

texte et 4 pages disposnible sur http://rougesvifs.free.fr/archives/nontoute/index.htm

Copyright © Le Vénissian